

Dans le monde une classe en lutte



Echanges et mouvement publie
depuis 1993 le bulletin gratuit

Dans le monde une classe en lutte (DLM),

recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif. La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé

par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 1,56 euro.

Nous avons longtemps bénéficié d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de DLM, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branches d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net
numéros en ligne sur les sites mondialisme.org et
<http://www.echangesetmouvement.fr/>

ÉCHANGES N° 163 — Printemps 2018

ÉCHANGES

N° 163 — Printemps 2018 — 3 euros

bulletin du réseau

« Echanges et mouvement »

FRANCE. Les réformes, les syndicats, et « la base » : les chiens aboient..., p. 3 ♦ Quelle grève ? Question de vocabulaire, p. 4 ♦ Notre-Dame-des-Landes, quelques précisions, p. 8

♦ France, **EUROPE** : dans les publications, p. 11

Etats-Unis : la **GRÈVE DES ENSEIGNANTS** : tout commence en Virginie-Occidentale, p. 18. ♦ Quelques précisions sur le système éducatif américain, p. 19

IRAN. Explosion du mécontentement. Après la vague verte, la vague des cols bleus, p. 30

Dans les publications : monde, p. 36

♦ Les **GAFAs** et la loi de la valeur p. 38
Dans les publications : théorie, p. 42

Ce fut aussi cela, **Mai 68**,

p. 44 ♦ Voyage en outre-gauche, p. 54 ♦ Mai 68 à Lyon, p. 56 ♦ D'Alger à Mai 68, p. 59 ♦ Révolution imaginaire ? mai modeste ou mythique ?, p. 60 ♦ Trimards, pègre et mauvais garçons de Mai 68, p. 65

Dans les publications : histoire, p. 66

Notes de **LECTURE.** « Le Ménage des champs. Chronique d'un éleveur du XXI^e siècle », de Xavier Noulhiane ; « Le Paysan impossible. Récit de luttes », de Yannick Ogor, p. 67 ♦ « Pétrograd rouge. La révolution dans les usines (1917-1918) », de Stephen A. Smith, p. 68

CE FUT AUSSI CELA, MAI 68

N MAI 1968, j'avais quarante-cinq ans et déjà derrière moi vingt et trois années de mili-

tantisme syndical et politique (bien que j'aie toujours renié le titre de militant, refusant le sens classique de ce mot

d'œuvrer ardemment pour une cause politique précise). A la fois, j'étais animateur d'un groupe d'opposition syndicale dans la boîte où je travaillais depuis 1945, et en

partie animateur du groupe de travailleurs *Informations Correspondance Ouvrières* (ICO) (issu du groupe Socialisme ou Barbarie), qui ne rassemblait guère plus d'une

vingtaine de travailleurs à Paris. Dès les premiers jours de Mai 68, ICO s'était soudainement gonflé d'un afflux de près d'une

centaine de sympathisants, principalement des étudiants et des intellos. Tout ceci est une autre histoire et contrairement à

nombre de ceux qui, tous à la retraite, tentent de mettre sur le papier les faits et méfaits de leur jeunesse d'alors, je n'écirai rien sur ce que fut « mon » Mai-68, sauf les

quelques notes qui suivent. Qu'apporterait de plus ce qui ferait un gros livre de mes propres souvenirs évoqués à travers une

mémoire défaillante, qu'aucun de ceux qui m'accompagnerent dans cette galère d'un grand mois ne pourrait corriger car ou ils ont disparu, ou n'en sont plus capables, ou

s'en fichent éperdument (et ils ont bien raison) ?

Ce que je voudrais, dans ces quelques lignes, c'est souligner quelques points précis de ce que j'ai vécu alors, pour mettre en évidence que ces événements ne furent pas souvent ce qu'on pouvait leur prêter alors ni ce que, témoignages ou pas, on peut encore leur prêter aujourd'hui, cinquante ans après.

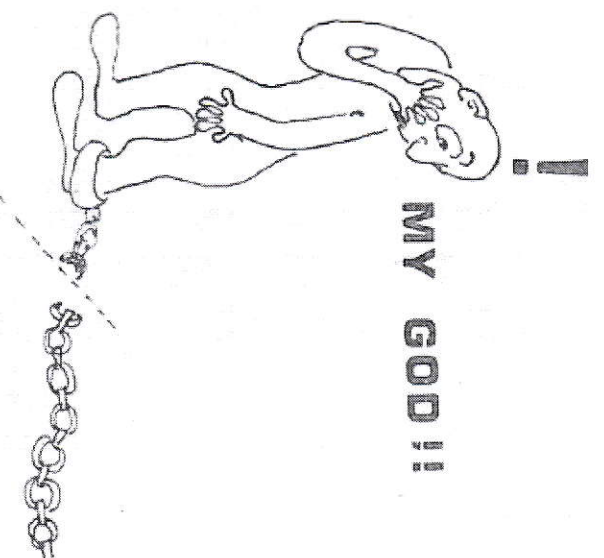
D'abord et avant tout, en tout bien tout honneur, ce sur quoi certains insistent justement, cette libération du rapport et des rapports sociaux. Dans cette boîte d'assurance où je « militais » avec les quelque

3 000 employés, lorsque la grève éclata le 20 mai (un peu tardivement pour suivre le mouvement) avec la mise en place d'un imposant comité de grève (en fait une sorte d'assemblée permanente), une jeune femme

de vingt ans vint troubler mon ordinaire (je ne fus sans doute pas le seul touché par ce qui était une petite partie d'une sorte de transcendance des rapports sociaux). Mais

pour moi, et pour moi seul, cette démarche consacra la naissance d'une amitié amoureuse, qui faillit déborder dans la sexualité mais finalement n'y versa pas. Ce qui ne

changea rien à une relation si intense qu'elle existe encore mais que les vicissitudes de la vie et les distances géographiques ont fait que les rencontres matérielles se sont de plus en plus espacées, ne laissant que cette



Dessin de Christian Lagant pour la brochure L'Irrationnel en politique, de Chris Pailis (Maurice Brinton) (ICO, 1972).

réalité du cœur. Ce n'était pourtant qu'une petite part immense de cette « libération » que fut pour quelques mois Mai 68 : j'avais déjà connu cela, très brièvement dans de « vrais » mouvements de lutte mais cette fois, c'était à l'échelle du monde et du temps.

Pourtant, il y avait déjà, dès le début, des limites évidentes du mouvement. Et ce sera mon premier souvenir. Dans la foulée de cette réunion d'ICO, où nous avions vu affluer cette masse indéfinissable de plus d'une centaine de sympathisants, nous avons dû organiser une assemblée (ce fut la seule) dans un amphi de Jussieu. Il était plein à ras bords et j'y fus le seul à prendre la parole. Manifestement la plus grande partie des présents attendaient des consignes d'action. Mais ils furent largement déçus. Je leur dis tout simplement qu'ils devaient trouver en eux-mêmes ce qu'ils devaient faire, chercher à y associer d'autres et décider en commun à la fois du choix, des méthodes et des perspectives. Je n'avais à transmettre que ce message et rien d'autre. Je n'employais même pas le mot « autonome » tant il me paraissait superflu. Mais je constatais, avec une certaine amertume, vu la déception évidente pour mon « message », que la « libération » des rapports sociaux n'avait pas modifié beaucoup l'attachement à des règles préétablies, à des consignes en fait à un leader porteur d'un message idéologique d'action suivant une certaine ligne. Ce que mes expériences ultérieures confirmeront.

Le 20 mai, au matin, avant l'embauche, alors que la grève n'avait pas encore commencé, des camarades étudiants du 22-Mars avec lesquels nous étions en contact par le groupe Noir et Rouge (dont Cohn-Bendit était plus ou moins membre), étaient venus distribuer un tract anonyme que quelques-uns d'entre nous, un petit groupe oppositionnel antisynical, avions rédigé, et dans lequel était préconisée l'occupation totale de la boîte, l'expulsion de tous les dirigeants et la mise de l'entreprise en autogestion. On nous reprocha comme une absurdité l'autogestion d'une boîte d'assurance mais, pour nous, ce n'aurait été qu'une étape dans l'utilisation de cet énorme bâtiment pour en faire tout autre chose que des bureaux. Il serait revenu à tous les employés d'en décider. Je ne

sais pas quel écho cela eut parmi les employés, mais nous sûmes que la direction avait pris cela au sérieux et avait convoqué de toute urgence un conseil d'administration pour envisager les mesures à prendre. Cela se concrétisa par une alliance de fait entre la direction (qui put jouer tout au long de la grève de ses bureaux et circuler librement dans la boîte) et les syndicats qui s'érigèrent en « gardiens de l'outil de travail » pour prévenir toute « action malveillante ». Michael Seidman précise que ses recherches (1) ont montré que les actes de sabotage furent relativement mineurs et très spécifiques. Nous nous en rendîmes compte quand nous avons envisagé des coups : piquer tous les dossiers du bureau du personnel pour les distribuer à chaque employé, saboter l'imposant ordinateur central (ce qui était facile). Mais nous nous aperçûmes que tous les secteurs sensibles étaient bien gardés nuit et jour par des sortes de milices syndicales et que, faute d'un mouvement de masse, toute action de commando était condamnée. D'ailleurs même si les syndicats, la CFDT notamment, mirent sur le tapis la question de l'autogestion, celle-ci n'intéressait que les petits cadres qui n'y voyaient que le moyen d'accroître leur influence sur les décisions. La grande masse des employés s'en fichait éperdument. La plupart s'étaient mis en grève pour suivre le mouvement, sans trop savoir pourquoi. Et commença l'élaboration de revendications où chacun mettait en avant ses problèmes personnels plus qu'une vision générale d'un mouvement, fût-il de réforme. La grève ne visait nullement à des réformes profondes, mais devait

améliorer l'ordinaire. Elle ne dépassa pas ce niveau y compris chez Renault où la CGT dominante dut revenir plusieurs fois devant l'assemblée des travailleurs de Billancourt avec des propositions de rémunération un peu plus alléchantes pour justifier la reprise du travail. Ce fut aussi cela. Mai 68, qui ne dépassa pas sauf en de rares endroits isolés, notamment vers la fin à Montbéliard, l'action revendicative traditionnelle. Sans doute, la plupart des votes de reprise montrèrent que près d'un tiers des travailleurs voulaient « autre chose », mais quoi ? car cela ne s'était jamais concrétisé dans des revendications ou des actions plus radicales.

J'allais parfois traîner dans la cour de la Sorbonne occupée où l'on pouvait naviguer partout sans contrainte. En fait sauf une exception. Un jour je rencontrai dans cette cour un camarade britannique animateur du groupe Solidarity, Chris Pallis, et nous nous avisâmes qu'il y avait une seule partie du bâtiment qui restait totalement close : la chapelle qui jouxte la cour et qui est plus qu'une chapelle, car elle contient la dépouille du cardinal de Richelieu, un personnage de l'Histoire de France. A la craie, nous avons écrit en grosses lettres sur la porte de la chapelle cette phrase suivante :

« Peut-on penser librement à l'ombre d'une chapelle ? »

Cette inscription fut attribuée plus tard aux situationnistes, mais elle n'eut aucun effet. Pourtant nous y posions deux questions fondamentales : la présence de la chapelle et du personnage qui y gisait, c'était le symbole de la religion (il était cardinal) et de l'Etat (ministre tout puissant sous Louis XIII et qui avait largement contribué au renforcement du pouvoir d'Etat) et en respectant la chapelle, on respectait

tout cela. Après tout, la révolution de 1789 avait bien désacralisé et vandalisé les églises et coupé la tête au roi. L'Espagne républicaine avait fait en partie de même. Ici, en mai 1968, on en était bien loin. Et dire que de l'autre côté de la cour de la Sorbonne, à l'ombre de cette chapelle si symbolique on palabrait sur la liberté, la religion et l'Etat. Tout en paroles, rien en actes, fut-ce cela Mai 68 ?

Le 24 mai, en début de soirée, avec quelques copains d'ICO, nous nous sommes retrouvés sur le parvis de la gare de Lyon dans le départ d'une manifestation monstre convoquée comme alors par le téléphone arabe et qui, vu l'affluence, se scinda en

va s'y faire massacrer. » On peut imaginer pourtant quelle qu'en pouvait être l'issue, ce qu'aurait été l'occupation du Temple de la Finance, peut-être un pôle de résistance enchaînant sur un mouvement plus vaste. Mais la foule refusait manifestement l'affrontement et ne voyait surtout pas une dimension future du mouvement, sinon cette promenade nocturne : l'occupation du Théâtre de l'Odéon n'était porteuse d'aucun risque et d'aucun symbole, ce n'était que du spectacle. Ne fut-ce que cela, Mai 68 ?

La suite confirma ces prémisses. La manif finit par repartir pour attirer place Vendôme où siégeait le ministère de la Justice, un autre symbole ; ce fut un *bis repetita* de ce qui s'était passé à la Bourse, sauf qu'il n'y eut même pas le jeu des allumettes. Il paraît que c'est Rocard, du PSU d'alors, qui s'opposa à l'occupation du ministère car il aurait fallu se battre avec les flics qui, on n'en savait pourtant rien, devaient en garnir l'intérieur. Et bredouille d'un résultat quelconque hors de velléités vite calmées, la foule, sans qu'on sache qui la guidait, repartit vers son bercail, le Quartier latin, qui devint une vraie souricière. Lorsque nous longions les Tuileries sur les bords de Seine, j'eus vraiment le sentiment d'une morne troupe de moutons qui partaient résignés silencieusement à l'abattoir. Ce qui fut bien le cas : embossés sur tout le boulevard Saint-Michel fermé solidement par les flics aux deux bouts, inondés de gaz divers, il n'y avait d'autre opportunité que de fuir

(1) *The Imaginary Revolution. Parisian Students and Workers in 1968*, de Michael Seidman, Berghahn Books, 2004. (Voir ici p. 60.)

par les rues latérales où les policiers attendaient pour la chasse à l'homme à la matraque. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés, pour le reste de la nuit, une quinzaine de copains dans la piaule exigüe de mes enfants étudiants rue Monsieur-le-Prince : quand nous en sortîmes prudemment au matin, le boulevard Saint-Michel était bien propre, tout y circulait normalement. Seuls quelques relents des lacrymos matérialisaient le souvenir de cette nuit. A quoi tout cela avait-il servi ? L'inutile quelque peu dangereux, mais bien peu quand même, velléitaire, spectaculaire, la peur de l'affrontement, rien d'autre, était-ce cela Mai 68 ?

On occupait la Sorbonne, les usines et bureaux, les facultés, les lycées, les écoles, l'Odéon... mais pas le reste, mis à part quelques commissariats de quartier, tableau de chasse de quelques groupes isolés cherchant à en découdre, aucun des sièges du pouvoir (mairies, préfectures, etc.), des sièges sociaux des gros trusts, ou des chambres patronales. Même pas, on l'a vu, les bureaux de direction des usines occupées. Un ingénieur qui avait approché l'ICO en 1958 mais qui s'en était coupé pour aller travailler au syndicat patronal national de l'automobile, nous avait contacté pour nous donner les clés du bâtiment où ce syndicat siégeait, mais ceux du 22-Mars, contactés, ne cherchèrent pas à utiliser ce levier. Était-ce la crainte d'un affrontement (de Gaulle y pensait, qui fit le voyage à Baden-Baden auprès des troupes françaises cantonnées en Allemagne) qui fit que tout resta de ces occupations sans risques, ou la conscience de l'inégalité des forces ? Ce fut aussi cela, Mai 68, dans des choses essentielles auxquelles l'immense majorité ne pensait pas, laissant les avant-gardes politiques sur la touche... ou bien ces avant-

gardes parlaient-elles un langage que pratiquement personne ne comprenait ? ou avançaient-elles des projets qui ne correspondaient pas à l'avenir que la plupart des grévistes pouvaient envisager ? – comme, par exemple, le discours autogestionnaire.

Même dans d'infimes détails on retrouvait ce respect des sièges de la légalité du système. Parmi les 3 000 employés de la boîte d'assurances dont j'ai parlé, personne n'eut la moindre idée que le comité de grève aurait pu siéger illégalement sous les ors de la salle du conseil d'administration où les dirigeants se réunissaient régulièrement, alors que tous les membres de ce comité de grève trouvaient tout à fait normal de se tenir en permanence et en toute légalité dans l'austérité, la nudité de la salle du Comité d'entreprise. Tout un symbole. Ce fut aussi cela, Mai 68, ne pas transgresser hors des clous.

JE NE SAIS PAS si c'est une légende ou si simplement ce fut dû à la grève des hôpitaux, toujours est-il que le bruit a circulé après Mai 68 que dans toute cette période les hôpitaux psychiatriques n'avaient enregistré aucune entrée. Cela s'expliquerait par le fait que tous les psychotiques divers auraient eu la possibilité de se dérouter sans contrainte dans la rue et ailleurs. Dans deux cas personnels, j'ai pu constater le pouvoir d'attraction de tels événements pour concrétiser des fantasmes refoulés jusqu'alors. Revenant à Paris en voiture, j'ai pris en stop deux hommes, un jeune et un moins jeune, qui m'ont dit avoir entendu qu'on se battait dans les rues de Paris et qu'ils montaient à la capitale pour en découdre, alors qu'apparemment ils n'avaient aucune motivation directe pour le faire. Et une nuit de ce Mai

68, alors qu'avec un copain nous explorions les actions diverses et dispersées de groupes d'activistes, nous avons croisé quelques jeunes qui nous ont avoué être à la recherche d'un filic isolé pour le déshabiller entièrement et le laisser dans la nuit, nu comme un ver – et de fait il y eut quelques agressions de policiers isolés, avant que leurs chefs leur ordonnent de rester groupés. Ces dévouements individuels furent certainement légitimes mais il n'est personne pour les conter et les acteurs ont plutôt intérêt à se taire sur leurs exploits. Ce fut aussi cela, Mai 68, cette expansion démesurée d'actes individuels associés méconnus.

Je ne sais plus quel jour de mai 1968, je passais, allant je ne sais où, par la cour intérieure du palais du Louvre et j'y ai assisté à un spectacle particulièrement insolite, presque surréaliste. Il s'y déroulait une remise de décorations à des flics dans le plus pur style du cérémonial de circonstance ; Paris n'était pas à feu et à sang mais en plein chaos des occupations, des manifestations, et d'une violence à peine contenue. Mais la machinerie de l'Etat continuait de fonctionner, même dans ses aspects les plus dérisoires. Était-ce la démonstration de la certitude des dirigeants de toutes sortes que tout n'était qu'un épisode facilement surmontable et que les routines ne devaient pas être interrompues pour si peu ? Cela m'a instillé quelque pessimisme et douché un peu mon enthousiasme. Fut-ce cela aussi, Mai 68, ces dirigeants si sûrs d'eux face à un mouvement qui n'affichait pas réellement de perspectives ?

Mai 68, s'il y eut ceux qui échappèrent à la folie, et l'immense majorité qui vécut ces heures inoubliables, eut aussi ses morts, mais pas à la mesure de mouvements considérés comme « révolution-

naires ». Dans le gouvernement d'alors, une tendance non directement répressive l'emporta contre ceux qui, comme de Gaulle, voulaient « tirer dans le tas ». La tendance conciliatrice pensait justement qu'on pouvait faire confiance aux syndicats pour contrôler le mouvement et l'orienter vers la négociation et la fin progressive du mouvement. Ils savaient aussi que toute action répressive violente pouvait enclencher une réaction encore plus forte des grévistes et autres manifestants et ouvrir ainsi une crise majeure du système lui-même. Après tout, Frachon, le leader de 1936, n'avait-il pas déclaré aux patrons lors des discussions sur les accords Matignon : « Si vous n'aviez pas systématiquement licencié les responsables syndicaux, nous n'en serions pas là. » C'est ce qui fera la différence entre Renault Billancourt, où la CGT régnait en maître et interdisait toute dérive radicale, et l'usine Peugeot de Sochaux, d'importance identique, mais où la réputation de Peugeot dans la chasse aux syndicats autres que ceux du syndicat maison n'était plus à faire. Effectivement les syndicats n'avaient qu'une présence très réduite dans les usines Peugeot. Ce qui laissa libre champ, pas tant à la base des 25 000 travailleurs de l'usine, qu'à une minorité plus radicale qui n'eut aucun mal, contrairement à ce qui se passait ailleurs, à surenchérir dans l'action, suivie en cela par une partie des travailleurs. Les pressions diverses, les manipulations évidentes d'un vote ultra-minoritaire pour un accord de reprise minimal le 10 juin, firent que ce qui était considéré comme une trahison se traduisit

(2) Voir « Chez Peugeot en juin 1968, une insurrection ouvrière peu connue », récit de cette grève, dans *Echanges* n° 124 (printemps 2008). Et Les Grèves en France en mai/juin 1968, de Bruno Astarian, *Echanges* et Mouvement, 2003.

par une réoccupation sauvage et dure de l'usine de Sochaux, le jour même d'une reprise annoncée, et suivie par une part importante des travailleurs (2). Dans cette période de déclin de la grève généralisée, alors que la reprise du travail s'amorçait avec un peu partout une opposition de près du tiers des grévistes, cette action devenait intolérable car elle pouvait faire tout capoter vers des mouvements encore plus radicaux. Et les syndicats impuissants chez Peugeot pouvaient l'être tout autant devant une telle extension possible. La barrière syndicale, celle de la négociation, n'opérant plus, la force était le seul recours. Patronat et gouvernement (et syndicats dans la coulisse) commandaient l'intervention des CRS qui purent tirer dans le tas pour liquider l'abcès. Ce qui fut fait au prix de deux morts ouvriers dont un par balles et plus de 120 blessés, certains par balles. La région de Montbéliard étant entrée en quelque

sort en résistance, en réaction contre cet assaut meurtrier, il ne fallut pas moins de dix jours pour que les interventions politiques et un nouvel accord parviennent à restaurer « le calme » et assurer une reprise du travail. Un accord qui, outre des avantages financiers et une amélioration des conditions de travail non négligeables, instituait l'entrée des syndicats dans l'entreprise dont ils avaient été exclus jusqu'alors, ironie d'un mouvement antisindical qui leur donnait la légitimité de s'opposer d'une manière ou d'une autre à tout mouvement qu'ils ne contrôlaient pas. Hors de Sochaux, en mai-juin 1968, on n'avait dénombré – officiellement – que trois morts : un jeune de dix-sept ans, Gilles Tautin, qui près de l'usine Renault de Flins s'était noyé le 10 juin en se jetant dans la Seine pour échapper aux CRS, et deux autres, le 24 mai, plutôt controversés autour d'une crise car-

diacque : un manifestant à Paris et un commissaire de police à Lyon. Traditionnellement, pour la fête religieuse de la Pentecôte, le lundi est chômé. Habilement, le 31 mai, le gouvernement décida de ravitailler les stations-services à sec depuis le début de la grève (on peut s'interroger sur le rôle des syndicats qui auraient pu alors s'opposer à ce déblocage). Ce qui fit qu'on assista à une rue hors de Paris de ceux qui, la grève touchant à sa fin, voulaient parachever ces vacances exceptionnelles par une évasion tout autant exceptionnelle. On vit d'énormes embouteillages, mais aussi dans cette sorte de folie on dénombrera en trois jours, les 1^{er}, 2 et 3 juin, 117 morts sur les routes des espoirs de quelques moments de vie plus intense. Faut-il les compter parmi les morts de Mai 68 ? Car Mai 68, ce fut aussi cela.

POUR TERMINER ces bribes de souvenirs ponctuels et l'interprétation que je puis leur donner, je voudrais évoquer la mémoire non pas de ceux qui sont morts depuis

Mai 68 mais qui ont pu, avant de passer l'arme à gauche, en parler autour d'eux ou même écrire quelque peu sur ce qu'ils avaient vécu alors – ce que nous avons essayé de faire à ICO jusqu'à fin 1968 (3). Mais évoquer la mémoire de ceux qui se donnèrent la mort dans les années qui suivirent, murés pour une bonne part dans la perte des illusions que Mai 68 avait pu susciter sur des âmes trop sensibles et portées à l'enthousiasme. Bien sûr, dans ces suicides, on trouve aussi des raisons touchant les difficultés de sa propre vie, des problèmes affectifs graves, et, qui

peut savoir, d'autres qui obèrent la fragilité d'une sensibilité trop envahissante... Toutes ces raisons qui font partie du quotidien avec plus ou moins d'intensité mais qui, à elles seules, ne conduisent pas à cet acte de courage (certains disent de lâcheté) de supprimer sa vie. Dans la période ascendante d'un mouvement spontané d'une ampleur inégalée comme Mai 68, ces questions « personnelles » passent au second plan, reléguées par cette part d'un sang collectif d'un renouveau qui fait que chacun donne une force au mouvement ascendant et en reçoit en retour la force de surmonter le quotidien. Mais dans la période descendante du mouvement, inévitable puisque finalement il ne savait pas lui-même où il allait vraiment, ces pesants problèmes du quotidien reviennent au grand galop et, goutte d'eau qui fait déborder le vase, la désillusion d'une fin peu glorieuse et de la perte des espoirs rendent intolérable une vie qui ne voit plus qu'un enfermement dans d'infranchissables murs.

J'ai retrouvé, dans ces années post-68, cinq camarades qui se sont suicidés, ce qui fait beaucoup pour le cercle limité d'ICO. Florence Ribon, une jeune et petite femme brune dont je revois le visage et rien d'autre, fut la première du cercle à disparaître en se jetant par une fenêtre. Un autre, Germain Clemente, qui était coursier au journal *Le Monde* et dont je n'évoquerais pas les circonstances particulièrement tragiques de sa fin. Les souvenirs des trois autres sont bien plus précis. Michel Marsella était le fils d'un couple anarchiste de Lyon. Etudiant, il avait fait ses premières armes de soixante-huitard à Lyon, mais il était monté à Paris, la capitale de la Révolution, et il rêvait presque d'être révolutionnaire professionnel, se consacrant pour une bonne part à ICO et à d'autres groupes

comme VLR, et vivant de petits boulots. Pour son malheur, il devint éperdument amoureux d'une participante d'ICO, une ambitieuse qui ne se souciait guère de lui et n'était dans l'ultragauche que comme dans la première étape d'une ascension sociale. Le pauvre Michel cumula les désillusions de son amour insatisfait et de la fin de 68, et il en mourut en se jetant lui aussi par la fenêtre, d'un troisième étage. Nicolas Boule avait été un militant exemplaire du groupe maoïste UJCM, devenu Gauche prolétarienne, et à ce titre avait fait de l'entrisme comme ouvrier chez Renault Billancourt, et participé activement au Comité de Lutte Renault fondé par cette organisation. Les magouilles innombrables dans le maoïsme d'alors, autant que les options politiques imposées d'une manière parfois violente, l'avaient conduit à sortir de cette ornière du maoïsme et à écrire sous un pseudonyme un *Bilan du Comité de Lutte Renault* (4). Le fait qu'il ait proposé à ICO de publier son texte était une reconnaissance de l'objectivité du groupe et un signe de la confiance qu'il lui accordait. Cela valut à ICO, mais surtout à lui-même, la vindicte de ses anciens camarades, qui le considérèrent comme un traître qu'il fallait éliminer : il subit, outre plusieurs agressions, un harcèlement constant sous toutes ses formes qu'il finit, peut-être certaines circonstances personnelles aidant, par ne plus pouvoir supporter au point de se suicider, ne laissant que ce texte dont l'importance avait conditionné sa mort.

J'ai conservé le dernier des cinq pour terminer cette évocation, celui – Christian Lagant – qui fut une relation politique d'abord puis un ami, au plein sens du

(4) Tentative de bilan du Comité de lutte Renault, de Baruch Zorobabel, ICO, septembre 1972.

(3) Copies de textes d'ICO disponibles sur demande.

terme. Nous nous étions connus en 1959 lors de la création des prémisses d'ICO et jusqu'à mon licenciement en 1971 (nos lieux de travail étant proches car il travaillait dans une petite imprimerie comme correcteur, refusant le poste doré de correcteur de presse) nous nous sommes rencontrés chaque jeudi midi dans un petit bistrot derrière la Bibliothèque nationale.

Cela devint d'ailleurs un lieu de rencontre pour les uns et les autres. Sans jamais le dire et sans grandes démonstrations nous nous sentions très proches, discutant de tout. Christian était un homme complet, artiste (peintre autant que caricaturiste), écrivain (poète surréaliste autant que militant politique), tribun, que sais-je encore (on peut retrouver toutes les facettes de sa personnalité en tapant son nom sur un moteur de recherches Internet). Nos rencontres se firent plus épisodiques, encore plus lorsqu'en 1977 j'émigras à Londres, mais je ne manquais jamais de le rencontrer à chacun de mes brefs voyages à Paris. Le jour de son suicide par barbituriques je revenais sur Paris et nous étions convenus de nous rencontrer. Christian était d'une discrétion légendaire sur sa vie privée bien que parfois il s'en soit un peu ouvert à moi. Quelque temps avant sa décision de passer outre, son père, avec lequel il vivait seul depuis longtemps dans un HLM du XVIII^e arrondissement, était décédé.

Quelle accumulation de déceptions personnelles et politiques a-t-elle pu motiver son geste ? Nul ne le saura, mais il devait aussi être hanté depuis longtemps par la mort pour avoir écrit dans les années 1950 pour le journal du MIAJ (Mouvement Indépendant des Auberges de Jeunesse), dont il était un militant actif, le poème suivant qui peut clore cette incursion chez les oubliés de Mai 68 :

Si je meurs
Ne vous fatiguez pas
Pour moi
L'incinération
Ou le cimetière
Cela me laisse froid

Ne chantez pas de *Marseillaise*
Ou d'*Internationale*
Ne cherchez pas de drapeau noir
De drapeau rouge
De drapeau noir et rouge
Ne cherchez pas
Tout ça

Si j'ai un trou
Ne vous « recueillez » pas
Je n'y serai pour personne
Même si vous voulez me voir

Je serai plus loin
Avec les copains
Heureux de les voir rire
Rigolant avec eux
Je serai près du feu
Sous les cheminées traîtresses
Et si je m'y cogne
Les « Jeunes du monde entier »
Ne seront pas ébréchés

Pas de tristesse, amis
Sinon j'irai, la nuit
Vous chatouiller les pieds
Pour vous faire rire

C. L.

APRÈS TOUT ?

LES FURENT NOMBREUX dans le « milieu » ceux qui pensaient que 1968 portait les prémisses d'un vaste mouvement révolution-

naire mondial, et qui se lancèrent pendant des années à corps perdu dans un activisme forcené pour que leurs espoirs se concrétisent.

A l'occasion, ils traitaient avec mépris – voire de lâches – ceux qui ne partageaient ce messianisme. Ils ne voyaient pas que Mai 68 avait été tout autre chose qu'ils ne pouvaient comprendre, pris dans leurs schémas politiques. Comme nous l'avons montré dans différents épisodes, la grande masse des acteurs ne cherchait nullement à « faire la Révolution ». Il n'est pas du tout sûr que les 30 % qui, en moyenne, avaient refusé les accords d'entreprise pris dans la foulée des accords de Grenelle, pour la reprise du travail, l'aient fait parce qu'ils jugeaient que ce qui était proposé était bien médiocre eu égard à souvent presque un mois de grève. A moins qu'ils n'aient cherché tout simplement à prolonger la fête de ces vacances insolites. Une partie de la contestation porta d'ailleurs sur le paiement des journées de grève.

Bien sûr les questions d'argent et/ou de conditions de travail jouèrent un rôle dans ces débats pour la reprise, le retour au quotidien, à la routine du travail et des soucis de la vie. On avait vécu des vacances exceptionnelles, une sorte de libération totale, des vacances comme on n'en aurait jamais plus. On avait, sans l'avoir vraiment cherché, vécu intensément. On avait, enfin, vécu comme on aurait voulu vivre et c'est cela qui comptait avant tout ; consciemment ou pas, on cherchait à prolonger ce coin de paradis social qu'on venait de vivre, et s'en faire un peu payer, le plus possible au bescin. Quelques jours après la fin de la grève un tout petit film – *La Reprise du travail aux usines Wonder* – avait montré le cri du cœur d'une ouvrière qui fustigeait avec une violence verbale inégalée son refus de re-

tourner dans l'enfer quotidien de son travail. Mais ce cri, qui était celui de toute une classe d'exploités, exprimait aussi, pour tous ceux qui avaient vécu une sorte de paradis temporaire de relations sociales, un certain désespoir de voir qu'il disparaissait peut-être à jamais, ne laissant qu'une nostalgie profonde, un lançant souvenir d'émotions jusqu'alors inconnues.

Ce cri rejoignait le slogan des émeutiers qui n'en étaient pas vraiment, « Sous les pavés, la plage ». Car c'était bien la plage qu'ils avaient tous vécu, que tout a été fait pour effacer. Les pavés remis à leur place sont aujourd'hui recouverts de l'asphalte grise du quotidien. On pourrait en dire beaucoup mais surtout tenter de situer ces splendides vacances de Mai 68 dans une perspective historique. Ce mouvement qui s'étend sans but bien défini (on ne trouvait rien de mieux que « malaise »), ces marches dans la ville tout autant sans but, négligeant tous les symboles du pouvoir, cet abandon global, malgré quelques vestiges des formes de lutte du passé autour de la conquête armée, cela ne vous dit rien, eu égard à ce qui s'est développé dans la dernière décennie ? Mai 68 : la prémonition de ce que nous voyons aujourd'hui dans le monde, de ce qui apparaît comme une nouvelle forme de lutte internationale globale. Mais surtout pas le modèle que tentent encore aujourd'hui, comme nos matamores de Mai 68, les prétendues avant-gardes autoproclamées, de perpétuer dans l'action directe violente de l'affrontement avec les forces de répression du capital.

Mai 68 ce fut aussi cela, un immense mouvement dont la force se trouva non dans l'extériorité de l'action violente, mais dans le cœur individuel et collectif de la recherche de la Vie.

H. S.

A

VANT TOUT, IL IMPORTE DE SOUTENIR L'ORIGINALITÉ de ce travail qui d'une part se démarque de tous récits et/ou analyses plus ou moins académiques sur

mai 68 et d'autres part des récits plus ou moins personnels d'un acteur drapé dans son appartenance politique d'alors. Son titre exprime bien, ces intentions de l'auteur ce que l'on retrouve dans tout le livre.

Il est difficile de faire une présentation critique de cet ouvrage de presque 300 pages dont la richesse repose, pour l'essentiel, mis à part des références à des ouvrages analytiques de Mai 68, sur des témoignages des acteurs divers de ces événements, témoignages en partie ordonnés sur des thématiques, chacune suivant éventuellement un cours historique et bien plus d'après le sens des engagements de chacun dans cette période. Cette note de lecture risque d'être un peu longue car elle m'offre l'opportunité d'ajouter, de temps à autre, mon propre témoignage sur Mai 68 (sans répéter les « Notes » ci-dessus), à l'impressionnante collection de ce que la patience de l'auteur a pu réunir.

Bien que constitué essentiellement de ces témoignages de base (l'objectif de l'auteur étant plus d'aider d'insister sur les raisons de l'engagement des intéressés que sur leur participation à telle ou telle action), ces brèves citations bien choisies sont ordonnées suivant le cours historique des événements de Mai 68. C'est à la fois un travail totalement inédit et qui a dû nécessiter une énorme consommation de temps à la fois pour retrouver les survivants, trier, ordonner



et vérifier une masse de matériaux certainement bien plus considérables que tout ce que contient le livre. Chapeau. Car cela est aussi bien loin de ceux qui décrivent, unilatéralement leurs seuls exploits dans telle ou telle organisation, dont souvent ils ne font pas la critique, pris dans l'autojustification a posteriori de leur engagement d'alors. Ils peuvent même s'attribuer éventuellement le « beau rôle ». Mais pour tenter, à travers ces témoignages individuels, d'échapper à ce travers comme à d'autres, ce travail, en fait, ne peut pas non plus l'éviter complètement.

Les acteurs de Mai 68, qui avaient alors au moins quinze ans, sont âgés de plus de soixante-cinq ans aujourd'hui. Chacun sait que rien n'est plus infidèle que la mémoire, d'autant plus avec les distanciations temporelles. Cette mémoire, à géométrie va-

riable selon les êtres humains, fait un tri souvent sélectif dans le vécu, pas souvent en fonction d'une logique quelconque mais plutôt sous le coup de la force émotionnelle de certains faits, qui pourtant ne sont pas forcément essentiels. D'autre part, chacun peut raconter ce qu'il veut, en se donnant éventuellement un beau rôle ou au moins en évitant toute autocritique. Ce faisant, ces témoins ne risquent guère d'être contredits car les autres témoins des mêmes faits ou bien ont disparu, ou bien sont garés des voitures en quelque endroit reculé et n'auront guère connaissance de ce qui peut être écrit sur ce qu'ils ont vécu. Dire cela n'est pas une critique de ce travail mais une invitation, comme pour tout témoignage, à juger de la relativité de ce que peuvent dire les êtres sur eux-mêmes et sur ce qu'ils ont vécu. D'autant plus que le choix de la plupart des interviewés fut fait, inévitablement, parmi ceux que l'on avait connus alors ou plus tard dans le milieu « outre gauche » et pas parmi des quidams lambda. Ce qui incite encore plus à souligner cette notion de relativité. Mais il faut dire aussi que plusieurs des personnes interrogées expriment une vision critique de ce qu'elles ont pu faire à l'époque.

Bien sûr, dans un tel ouvrage il était nécessaire de mettre un ordre dans tous ces témoignages. Comme la plupart de ceux-ci venaient pour une bonne part d'acteurs de Mai 68 qui avaient déjà un certain engagement politique il était normal que ce classement soit effectué en relation avec le cours historique des événements depuis ce qui peut être considéré comme ses prémises jusqu'à l'immédiat après la fin des événements. Nous verrons ci-après ce que cela impliquait par rapport à sa véritable signification.

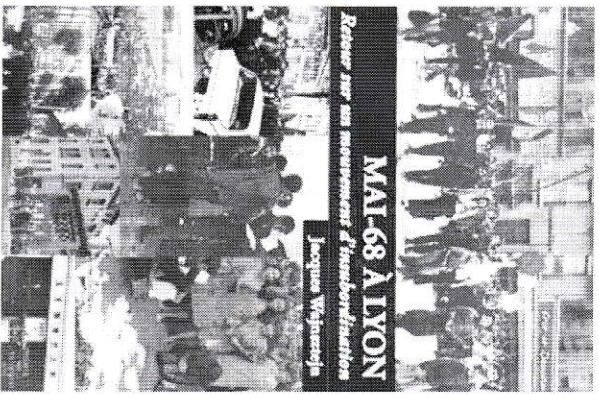
J'ai particulièrement apprécié ce qui est écrit dans le chapitre intitulé « Itinéraires » sur la manière dont les êtres tombent dans le bocal de la prise de conscience et/ou du militantisme et comment ils peuvent évoluer – éventuellement – la part des relations familiales (adhésion ou réaction), des regards des rencontres avec un autre être ou un bou-

quin ou un simple tract. Je m'y suis personnellement retrouvé – mais je ne me suis pas retrouvé dans ce qui est dit des évolutions ultérieures car j'eus la chance incroyable de tomber, alors que j'étais pratiquement vierge politiquement, sur un copain de boîte militant syndical comme moi et qui me conduisit à Socialisme ou Barbarie, m'évitant de franchir les étapes pénibles qu'ont connu ceux qui sont passés par l'adhésion à des groupes ou partis plus ou moins totalitaires. J'aimerais aussi souligner, ce qui manque un peu dans cette partie, que ces « itinéraires » dépendent avant tout de la personnalité de chacun et de ses inclinations naturelles, indépendamment du milieu et des contacts. C'est pourtant un peu, mais souvent indirectement ce que disent tous ces témoignages. Il manque, peut-être, le fait qu'au cours de Mai 68, comme dans tout mouvement social d'ampleur, de dire que cette prise de conscience peut être soudaine dans un processus de lutte et qu'alors, certaines tendances de leur caractère peuvent prédominer tous autres facteurs familiaux et/ou sociaux.

En tout bien tout honneur, le livre commence, après une brève présentation expliquant la méthode suivie, les thèmes bien connus sur les « causes » de Mai 68. L'auteur ne s'en tire pas mal du tout étant donné la masse d'écrits a posteriori bien sûr, à ce sujet. Mais pour ce faire et suivant la méthode de classement choisie, elle doit donner un récit de ce cours historique en empruntant, non à des témoignages mais à des

Mai 68 à Lyon, Retour sur un mouvement d'insubordination

Jacques Wajnsztein
A plus d'un titre



Présentation de l'auteur :

« Nous avons bien été battus, mais nous ne voulions pas non plus "gagner" ; ce que nous voulions, c'était tout renverser ... » Mai 68 n'a pas été une révolution, mais plutôt un mouvement d'insubordination qui n'a pas connu son dépassement. Il trouve son sens dans le moment de l'événement lui-même, où les individus, au-delà de leur particularité sociale, sont intervenus directement contre toutes les institutions de la domination et de l'exploitation capitalistes. A Lyon, étudiants du campus de la Doua, élèves du

textes divers décrivant et analysant ces événements, reproduisant certaines lacunes de ces analyses. D'un côté, à propos du malaise des jeunes emprisonnés dans un carcan de conformisme social et institutionnel, les témoignages abondent, de même que les réponses individuelles ou collectives de résistance et/ou d'évasion. On pourrait presque parler, à ce sujet, à travers différents canaux, d'une montée progressive vers l'explosion de Mai 68. Chacun, ado de cette époque ou parent d'ado, a quelque chose à dire sur l'absurdité de ces contraintes scolaires et sociales. En 1967, ce que l'on a appelé « l'affaire de Strasbourg » et ses émules dans différentes facs apparaît, comme cela est bien souligné, une sorte de répétition générale de ce qui surgira à Nanterre avec le 22-Mars sur un arrière-plan bien souligné des mouvements de lutte contre l'engagement américain au Vietnam.

Il est tout aussi facile de dresser une liste des luttes ouvrières des cinq années précédant Mai 68, de souligner leurs caractères spécifiques, d'en conclure aussi qu'elles contenaient déjà certains termes qui vont conduire à la grève généralisée et de souligner leur lien avec une restructuration consécutive de l'évolution économique. Je pense que de ce côté, le débat est un peu court. Si l'intermède de la lutte contre la guerre d'Algérie (1954-1962) et son rôle formateur de militants est bien souligné, on doit dire qu'avant ce militantisme spécifique, qui masquait et reléguait les luttes ouvrières derrière une lutte politique, des luttes importantes et très dures avaient marqué la période d'avant 1954 tout comme elles vont marquer la période d'après 1962. Hors cet intermède de huit années, il y a continuité et il est une lutte tout aussi importante que celles qui sont citées post-1962 et qui n'est nullement mentionnée : la grève des 200 000 mineurs de 1963 contre la restructuration du secteur minier, principalement de la houille et du minerai de fer. Générale et illimitée, elle dura trente-cinq jours, du 1^{er} mars au 4 avril 1963. Elle fut surtout marquée par le rejet tout autant unanime d'un décret de réquisition pris le second jour de la

grève, un camouflet pour le pouvoir gaulliste et l'affirmation d'une force ouvrière associée à une grande solidarité dans tout le pays. Dans ce refus de se plier à un diktat gouvernemental et dans une grève illimitée sectorielle, on peut voir une influence tout autant importante que pour les grèves référées habituellement car tout depuis presque vingt ans s'inscrivait pourtant dans un même processus historique qui conduira aux défis de la grève généralisée de 1968. On pourrait tout autant signaler l'existence dans nombre d'entreprises, depuis au moins dix années, de petits noyaux d'opposition syndicale tentant de mener une lutte de classe ouverte et sans concessions, et qui souvent jouèrent un rôle dans le déclenchement et les orientations de la grève de Mai 68.

A ce sujet, on ne peut que souligner ce que l'on pourrait appeler la faillite des « pronostiqueurs révolutionnaires » patentés. Pratiquement personne, y compris les thuriféraires de la « révolution permanente », ne se risqua à pronostiquer un tel mouvement. Bien plus, il s'est trouvé en 1967 quelques gourous « révolutionnaires » pour écrire que le prolétariat était totalement anesthésié par la société de consommation et qu'il ne se passerait rien de bien sérieux avant des décennies. Cet abîme entre les réalités de base et les « grands » de la gauche, gauchistes et ultra-gauche mérite d'être souligné, ce que l'auteur fait d'une certaine façon, rien que par le titre de son ouvrage : l'outre-gauche. C'est à cette base méconnue qu'elle entend donner la parole, pas celle des groupes constitués mais celle de tout un chacun, dans son for intérieur. Bien sûr, les commentaires vont bon train pour dire – aujourd'hui – que tout était réuni pour qu'une telle explosion se produise. Le livre ne tombe pas dans ce travers : aucun des témoignages n'avance l'idée que « c'était prévu ».

Cinq chapitres suivent la chronologie du mouvement mais l'auteur, pour faire le lien entre les différents témoignages, a dû écrire elle-même ce déroulement historique avec des références à d'autres écrits. Il y manque, inévitablement des

détails qui peuvent avoir leur importance (par exemple à propos de Nantes-Saint-Nazaire en Mai 68, abondamment commenté et témoigné, le fait qu'un bonze de la CGT vint à Nantes par avion pour faire libérer le directeur séquestré, ce qui donnait un avant-goût de la position de la CGT dans le conflit – ou la distinction entre le Conseil de Nantes de 1968, autour du fait que le syndicaliste nantais Hébert tout comme les chefs de la FA, les trotskystes « lambertistes », les leaders nationaux de FO et le maire de Nantes André Morice étaient tous franc-maçons, ce qui explique bien des choses sur le « Conseil de Nantes » et cet autre Conseil de Nantes, créé en 1969, dont il est question dans le livre). Certains autres détails sont ou ignorés ou parés dans cette mémoire individuelle de vertus qu'ils n'ont pas eues. Ce n'est guère important à mon avis, ce qui compte avant tout, c'est ce que chacun de ces témoignages révèle sur ce que chacun pensait alors de ce qu'il faisait, de ce qu'il pense aujourd'hui de ce qu'il pensait alors et de ce qu'il peut penser maintenant de ce qu'il peut faire encore et de ce qu'il est devenu.

Vus sous l'angle unique de ces témoignages, sans tenter de les classer dans ce contexte historique réducteur, ces témoignages, quels qu'ils soient apparemment si différents à la fois par leur nature et par l'événement où ils peuvent se situer, ont pourtant quelque chose en commun. Que les acteurs ou présents prétendument passifs aient trouvé passagèrement le grand amour, aient

lycée Brossollette à Villeurbanne, jeunes prolétaires du quartier des Etats-Unis, trimards des bords de Saône, mais aussi ouvriers de Berliet dévolant l'anagramme « Liberté » ont joué un rôle de premier plan. Mouvements ouvrier et étudiant paraissaient capables de converger à la faveur des liens tissés dès 1967 pendant les grèves exemplaires de la

Rhodiacéta. Les conditions plus favorables de la grève généralisée en mai 1968 ne débouchent pourtant pas sur une union décisive et les grévistes de la Rhodia n'assument pas le rôle d'entraînement auquel on aurait pu s'attendre, auprès des autres ouvriers de la région. Le mouvement collectif, exubérant et anonyme, connaît son acmé

pendant la manifestation et la nuit du 24 mai. Son reflux se manifeste d'abord par l'attaque de la faculté des Lettres par l'extrême droite et les milices gaullistes le 4 juin, puis par la reprise du travail (...) même si à Berliet, la grève s'étire jusqu'au 20 juin. Ni témoignage ni travail d'historien, *Mai-68* à Lyon est un récit circonstancié et argumenté de ce mouvement par l'un de ses protagonistes, alors membre du 22 mars lyonnais.

Vente directe : 12€ par chèque (port compris) à J. Wajnsztejn, 11 rue Chavanne, 69001 Lyon.
 ◆ Sur ce livre voir aussi, par Y. Coleman : mondialisme.org/IMG/pdf/mal_68_alEur_lyon-2.pdf

fait la cuisine dans le collectif de gestion de la cantine, soient allés partout dans les manifs ou dans les comités d'action, aient profité de ce temps inespéré pour réparer le toit ou installer une douche, tous avaient alors un point commun : ils faisaient ce qu'ils avaient choisi et pour un temps qu'ils avaient bien qu'il ne durerait pas, et ils essayaient d'y trouver un maximum de liberté, la liberté de choisir de faire ce qu'il pensaient le mieux – ce qui complétait cette libération de la parole qui fut une des composantes essentielles de Mai 68.

Peut-être eût-il fallu ordonner tous ces témoignages différemment, autrement que dans ce parcours officiel historique des événements. Il est certain qu'il y avait d'importantes manifestations sauvages, non violentes pour l'essentiel, qui exprimaient tout autre chose que ces mouvements traditionnels du passé, même si d'autres événements, comme la nuit des barricades de la rue Gay-Lussac – un des éléments déclencheurs du mouvement – se réfèrent à des conceptions quelque peu romantiques d'un passé historique. Ces manifestations se caractérisaient, selon moi, par l'absence de drapeaux, de bannières et même de ces pancartes revendicatives individuelles, il n'y avait pas de chants révolutionnaires, pas même *L'Internationale*, sauf quelques cris du style « CRS SS » lors d'affrontements avec les flics. On manifestait, on faisait grève pour « autre chose » mais on ne savait pas trop pourquoi. Cela peut ressortir des témoignages mais n'est quand même pas mis en relief. C'était aussi visible dans les usines occupées où, au début, ne s'exprimait aucune revendication et où l'on ne vit surtout pas, mêmes après, de velléités d'autogestion (alors que l'autogestion pouvait exister par exemple dans l'organisation de la bouffe).

Les acteurs innombrables de Mai 68 ont pu avoir, comme le souligne l'auteur, des destins différents dans « l'après ». Bien sûr, il y a ceux qui s'en sont sortis en se lançant dans la « révolution » qu'ils croyaient voir venir, et ceux qui se sont repliés dans les communautés. Mais il y a aussi ceux

qui ont cherché une clandestinité dans des prolongements terroristes des comités d'action. Mais surtout il y a tous les innombrables qui sont restés dans la coquille du quotidien, avec seulement le souvenir de vacances inoubliables et la mémoire oubliable de quelques avantages pécuniaires vite absorbés par l'inflation et de la précarité de quelque reconstruction à venir : cette ouvrière du petit film *La Reprise chez Wonder* qui clame à la face du monde sa colère (le mot est faible) d'avoir à retourner dans le quotidien de l'exploitation, non parce qu'il est dégueulasse, mais parce que ce retour met un terme à une intensité de vie. Mais il y a aussi la masse des licenciements de ceux qui s'étaient trop avancés dans la lutte et qui pouvaient aussi croire que le rapport de forces qui persista quelque temps dans l'après-68 pourrait toujours être maintenu.

Ayant fait partie de ces derniers, je me suis trouvé dehors en 1971 et, par curiosité, j'ai pu constater qu'officiellement il était admis que près d'un millier de mes pairs avaient suivi la même route. Ironie de l'Histoire, cette répression vengeresse de Mai 68 s'abaissait alors que les « politisés organisationnels » voyaient encore un avenir révolutionnaire dans le sillage des événements de mai. Ils ne pouvaient fuir dans des communautés, ni dans la solidarité d'une organisation « révolutionnaire » quelconque, mais restaient le plus souvent isolés, galérant avec la marque au fer rouge, inscrits sur une quelconque liste noire.

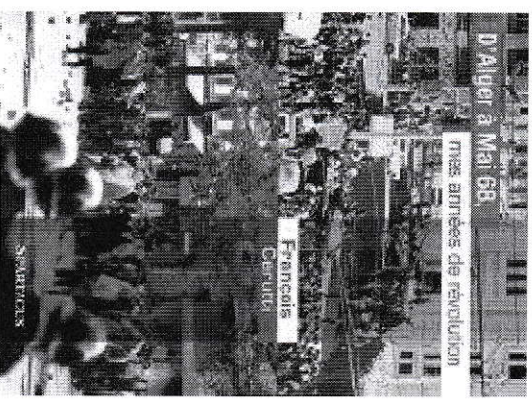
A examiner aujourd'hui à la lumière de ces comportements individuels et collectifs de 1968, et en considération de ce qui s'est passé ces dix dernières années dans ces imposants mouvements planétaires pacifiques, sans buts précis et certainement pas celui d'une contestation globale du système clairement exprimée et encore moins agie, on peut voir qu'ils contenaient les prémises de ce qui va se développer. Cette autre organisation des interviews, autour de ces éléments caractéristiques, aurait pu faire ressortir non pas une filiation, mais l'existence d'un cheminement de courants

historiques qui ne finissent par se définir qu'avec le temps, mais qui, comme Mai 68, n'expriment aucune revendication spécifique globale.
 H. S.

D'Alger à Mai 68, mes années de révolution

François Cerruti
Spartacus

Rédition de cet ouvrage qui contient pour partie les références à l'activité du Comité d'action travailleurs-étudiants de Censier, dont l'auteur fut un des membres. Dans cette nouvelle édition, il décrit comment le Comité interentreprises, rassemblant plus d'une centaine de personnes, a commencé à coordonner des dizaines de comités d'action d'entreprises de la région parisienne, dans la perspective de l'extension des grèves avec occupation active et de la prise en charge des activités nécessaires à la vie quotidienne de la population.



MAI : MODESTE OU MYTHIQUE ?

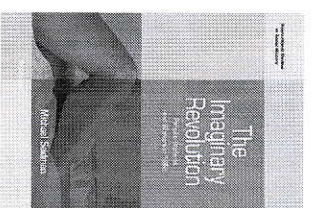
* Ce texte est la traduction de la conclusion d'un ouvrage de Michael Seidman, *The Imaginary Revolution*, Parisian Students and Workers in 1968 (« La Révolution Imaginaire. Étudiants et ouvriers parisiens en 1968 », non traduit en français ; une version espagnole devrait bientôt paraître chez Alianza Editorial), Bergahn Books, 2004. Michael Seidman enseigne l'histoire à l'université de Caroline du Nord à Wilmington.

* Tous les mots suivis d'un astérisque sont en français dans le texte original.

A

PRÈS LES RÉVOLUTIONS DE MAI et juin [1968], marxistes et anarchistes de toutes nuances ont continué à croire que l'agitation allait persister et que la classe ouvrière était en route vers la révolution (1). Les radicaux, confiants en leur dynamisme et stimulés par la poussée démographique de la jeunesse,

mettaient tous leurs espoirs dans l'avenir. Ils avaient l'impression que la raison et l'histoire étaient de leur côté, comme leurs pairs dans le monde. Les artistes révolutionnaires exprimaient ce sentiment dans des affiches telles que « Mai 68 : le début d'une lutte prolongée ». Plusieurs ouvrages publiés fin 1968 portaient en titre *Ce n'est qu'un début...* Un autre, *Vers la guerre civile*, prédisait qu'une violente guerre de classes éclaterait en 1970 ou 1972 (2). Pour les dirigeants communistes et les syndicalistes de la CGT, les révoltes de 1968 étaient le début de la crise du « capitalisme monopoliste d'Etat » (3) et représentaient la première confrontation entre la grande masse des travailleurs et les monopoles (4). Certains cadres de la CFDT voyaient Mai comme une renaissance de l'action directe et de l'anarcho-syndicalisme (5). Les militants du PSU pensaient que l'idée d'autogestion*, qu'ils considéraient comme l'aspect le plus intéressant du mouvement que de grève, allait croître et se développer. Ils prévoyaient que les événements de 1968 allaient initier la lente conquête du pouvoir par les ouvriers, paysans et étudiants (6). Le 24 juin, le leader du PSU, Michel Rocard, déclarait à la radio que « la révolution était possible » (7).



Les militants de ce parti espéraient que les chrétiens progressistes étaient prêts à rejoindre les ouvriers pour créer une social-démocratie radicale. Certains démocrates chrétiens pensaient revivre l'époque de 1788 (8). Sans considérer l'exactitude de leurs prédictions révolutionnaires, la participation des chrétiens (catholiques et protestants) au mouvement a montré que le schisme religieux chronique – qui avait séparé cléricaux et anti-cléricaux durant la majeure partie de l'histoire de la république en France – avait largement été dépassée par les évolutions des années 1960.

Ces prophéties de révolution étaient manifestement erronées. La « nouvelle classe ouvrière » s'est révélée être plus proche du groupe décrit par les sociologues britanniques Goldthorpe et Lockwood que de celui imaginé par le sociologue français Serge Mallet (9). Les ouvriers de Goldthorpe et Lockwood avaient une attitude pragmatique envers leur travail, leurs syndicats et leur partis politiques (10). Ils étaient plus intéressés par la consommation que par l'autogestion*, et plus concernés par leur vie privée que par la vie en commun. Ses membres les plus dynamiques voulaient quitter leur classe. Pour porte de sortie, ce qu'ils ont fait en nombre de fils et filles à entrer à l'université, ce qu'ils ont fait en nombre de plus en plus grand après 1968. C'est ainsi que devenir ouvrier fut de plus en plus lié à l'échec scolaire (11).

Le déclin de la solidarité de classe a permis aux employeurs d'organiser une contre-offensive. Après la vague de grève, le patronat français soutenu par un Etat fort, reprit rapidement le pouvoir dans les usines. Finalement, la plus importante vague de grèves de l'histoire européenne n'a probablement affecté que marginalement l'autoritarisme régnant dans les usines et les bureaux (12). Par contre, en Italie – où ouvriers et patrons partageaient un même mépris pour un Etat faible et inefficace – les salariés ont poursuivi leurs grèves contre le travail salarié après 1968 (13). De fait, « la forte croissance de la productivité [en France] après Mai est due en grande partie à la profonde restructuration dans les usines, par l'accélération de la mobilité des travailleurs et l'intensification du rythme du travail, ce même processus que les syndicats italiens négociaient et contes-

RÉVOLUTION

(8) Robert Davezies (sous la direction de), *Mai 68 : La rue dans l'église*, EPL, 1968, p. 137. Voir Nicolas Daum, *Des révolutionnaires dans un village parisien, pour l'histoire d'un comité d'action parisien de l'après-1968*, Londeys, 1988.

(9) Jean-Daniel Reynaud, « La nouvelle classe ouvrière, la technologie et l'histoire », *Revue française de science politique* (1972-1973), p. 533.

(10) John H. Goldthorpe, David Lockwood, Frank Bechhofer et Jennifer Platt, *The Affluent Worker: Political Attitudes and Behaviour*, Cambridge University Press, 1968, p. 76. Trad. fr. *L'Ouvrier de l'abondance*, Editions du Seuil, 1972.

(11) Voir François Dubet, « Comment devient-on ouvrier », et Jean-Paul Molinari, « De la ferme à l'usine, de l'usine à la fac », in Guy-Patrick Azéma (sous la direction de), *Ouvriers, ouvrières : Un continent morcelé et silencieux*, Autrement n° 126, 1992, p. 114 et 141.

(12) Projet d'histoire orale d'Henri Simon, entretiens avec des travailleurs, 1994.

(13) Robert Lumley, *States of Emergency: Cultures of Revolt in Italy from 1968 to 1978*, ed. Verso, 1990, p. 10, 182-183 et 250 ; Paul Ginsborg, *A History of Contemporary Italy: Society and Politics 1943-1988*, Penguin, 1990, p. 314-319 ; Nanni Balestrini, *Queremos todo*, ed. Traficantes de Sueño [traduction espagnole de *Vogliamo tutto*, Feltrinelli, 1971] de Herman Mario Cueva, 1974, p. 76, 116 et 126.

(14) Michele Salvati, « May 1968 and the Hot Autumn of 1969: The Response of Two Ruling Classes », in Suzanne Berger (sous la direction de), *Organizing Interests in Western Europe*, Cambridge Studies, 1981, p. 351.

(15) Nicolas Hatzfeld, « Les ouvriers de l'automobile : Des vitrines sociales à la condition des OS, le changement des regards », in Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy et Michèle Zancarini-Fournel (sous la direction de), *Les Années 68 : le temps de la contestation*, éd. Complexe, 2000, p. 358-361.

(16) Balestrini, *Quequos todo*, p. 165.

(17) Martin Clark, *Modern Italy, 1871-1995*, Pearson, 1996, p. 378.

Lumley, *States of Emergency*, p. 251-252.

(18) Georges Carrot, *Le Maintien de l'ordre en France au XX^e siècle*, Veyrier, 1990, p. 336 ; cf. Chris Howell, *Regulating Labor: The State and Industrial Relations Reform in Postwar France*, Princeton UP, 1992, p. 72, qui affirme que les industriels des grandes industries modernes craignaient peu les syndicats et cherchaient à coopérer avec eux. Voir aussi Alfred Willener, Catherine Cadjos et Georges Benguigui, *Les Cadres en mouvement*, Epi, 1969, p. 110 ; « Histoire et leçons d'une grève », p. 109.

(19) Syndicalisme, 8 août 1968 ; Jacques Capdevielle et René Mouriaux, Mai 68 : L'Entre-deux de la modernité, *Histoire de trente ans*, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1988, p. 233.

(20) Jeff Bridgford, « The Events of May : Consequences for Industrial Relations in France », in D. L. Hanley et A. P. Kerr (sous la direction de), *May 68 : Coming of Age*, Reading University, 1989, p. 107. On trouvera des statistiques contrastées in Michael Rose, *Servants of Post-Industrial Power ? Sociologie du Travail in Modern France*, Palgrave Macmillan, 1979, p. 148.

(21) Notre arme c'est la grève, Maspero, 1968, p. 73-74 et 89.

(22) *La Ceilophane à Mantes*, 29 octobre 1968, Ministère d'Etat chargé des affaires sociales, Conflits du travail, ministère du travail, Archives nationales 760122.

taient (14) ». Autrement dit, les contremaîtres français sont redevenus les « chiens de garde » qui tentent d'accroître la vitesse de production – avec des résultats variables (15). Comparativement, en Italie, les ouvriers servaient des syndicats établis ou des *comitati* (organisations de base indépendantes) pour mener des grèves avec succès contre l'autorité des contremaîtres, contre le salaire aux pièces ou bien encore contre le temps et le lieu de travail. Selon une célèbre figure allégorique représentant le prolétariat non qualifié de l'Italie du Nord en 1969, le bonheur c'est travailler moins et gagner plus (16). Dans les années immédiatement après 1968, les employeurs italiens ne pouvaient ni diminuer la paie de leurs ouvriers indisciplinés, ni les licencier (17).

En France, la coalition momentanée qui avait conduit aux accords de Grenelle se décomposait et les patrons dans la période immédiatement après juin agissent rapidement pour limiter l'influence des militants, syndicalistes ou des gauchistes*, restaurant l'autorité du personnel d'encadrement à la fois sur les activistes et sur les militants de base (18). En août 1968, la CFDT faisait état de la démission de dizaines de ses militants (19). Bien que le nombre de jours de grèves aient augmenté en 1969 et 1970, comparativement à 1967 et 1966, le nombre de jours perdus et le nombre de participants aux grèves diminuèrent significativement (20). Les syndicats ont tenté sans succès de rendre les grèves de l'après-Mai relativement moins pénalisantes. Ils ont échoué à obtenir des accords obligeant les employeurs à compenser les ouvriers pour les heures perdues ou à supprimer les bonus récompensant les salariés qui ne participaient pas aux arrêts de travail. Les grèves contre le rythme de travail se sont poursuivies mais les patrons ont combattu efficacement les grèves perlées* (21). Soutenus par l'Etat, ils ont fait la chasse à une pratique de la classe ouvrière, les menus larcins. Par exemple, après un gros vol de la paie dans une usine de banlieue, la police décida de fouiller tous les salariés (22). Elle ne retrouva pas l'argent disparu, mais du petit matériel volé à l'entreprise. Apparemment, le vol était une pratique répandue dans cette usine où 1 000 sangliers* disparaissaient chaque année. On attrapa un ouvrier malchanceux auquel on demanda de démissionner, mais une importante grève de solidarité éclata pour le défendre.

[Georges] Séguy [secrétaire général de la CGT] admit que les nouveaux adhérents qui avaient rejoint la CGT après Mai « n'avaient que des connaissances très rudimentaires du syndicalisme. (...) Ce fut un énorme travail de les éduquer, (23). » Les syndicats n'avaient pas l'influence, la « puissance », nécessaire pour retenir ces nouveaux encadrés (24). Le rajeunissement au sein de la CGT ne pouvait empêcher le long déclin de l'industrie lourde française (y inclus la métallurgie) ni même le futur déclin du PCF. La CFDT persévérerait à s'accrocher à l'autogestion*, mais le manque d'intérêt pour le contrôle ouvrier parmi les métallurgistes et autres salariés en 1968 annonçait sa lente dérive idéologique des années 1970-1980. Ce qui motivait largement les grévistes

avant et après 1968, c'était le désir d'un meilleur salaire et d'un moindre temps de travail. Bien que certains, comme Mallet, aient souligné l'originalité et la qualité des grèves et des revendications, il existe une continuité fondamentale entre l'avant et l'après-Mai (25). Les idéologies de l'autogestion* ayant le travail pour centralité n'avaient pour fondement que cette idée fausse que les salariés voulaient réellement s'emparer de leur lieu de travail. Ces notions de contrôle ouvrier qui synthétisaient dans le même temps émancipation personnelle et politique a finalement échoué à obtenir l'une et l'autre. Les projets de révolution totale des gauchistes* – trotskystes, maoïstes, castristes, situationnistes – ont eux aussi subi un même déclin inéluctable.

Ceux qui avaient parié sur la jeunesse ou les étudiants plutôt que sur les ouvriers furent parallèlement déçus. Les jeunes gens avaient du poids démographiquement et étaient physiquement dynamiques, mais la « jeunesse » n'était pas politiquement révolutionnaire (26). Les comités d'action, que les jeunes militants avaient espéré être les soviets de 1968, et qui atteignirent 460 dans Paris et sa région à la fin Mai, ont survécu jusqu'en juin avant qu'on les perde de vue ou bien qu'ils passent sous le strict contrôle des groupuscules* (27). Pendant l'été, les policiers en civil se sentaient suffisamment en confiance pour se permettre d'affronter les jeunes protestataires qui contrôlaient les rues du Quartier latin (28). Les efforts de l'UNEF n'ont pas eu non plus d'effets à long terme. Après une période d'optimisme initiale, durant laquelle les étudiants militants ont cru qu'ils pourraient surmonter la démobilisation saisonnière due aux vacances d'été en inaugurant des cours pour attirer les ou-

(23) Cité in Philippe Bauchard et Maurice Bruzek, *Le Syndicalisme à l'épreuve*, Robert Laffont, 1968, p. 307.

(24) Antoine Beuvort, « Le syndicalisme français et la logique du recrutement sélectif : Le cas de la CFTC-CFDT », *Le Mouvement social* n° 169 (octobre-décembre 1994), p. 135.

(25) Serge Mallet, *Essays on the New Working Class* [voir La Nouvelle classe ouvrière, Seuil, 1963], traduction de Dick Howard et Dean Savage, 1975, p. 87-106.

Cf. S. Erbes-Ségulin, C. Casasus et O. Kouchid, *Les Conditions de développement du conflit industriel*, CNRS Groupe de sociologie du travail, 1977 ; Bridgford, « The Events », in Hanley, *May 68*, p. 116 ; Ingrid Glicher-Holtey, *Die 68er Bewegung : Deutschland, Westeuropa-USA*, C.H. Beck Verlag, 2001, p. 86.

(26) Voir Jacques Ellul, « La jeunesse force révolutionnaire ? », *La Table ronde* n° 251-252 (décembre-janvier 1968-1969), p. 158.

(27) Jean-Claude et Michelle Perrot, Madeleine Reberoux et Jean Maitron (sous la direction de), *La Sorbonne par elle-même*, numéro spécial de *Le Mouvement social*, n° 164 (juillet-septembre 1968), p. 12-13 ; 14 juin 1968, Archives nationales 820599/41 ; juillet 1968, AN, ibid.

(28) 4 août 1968, Fa 275, Archives de la Préfecture de Police.

(29) 24 juin 1968, Archives nationales 820599/41 : septembre 1968, AN, *ibid.*
 (30) Alain Moncheblon, « L'UNEF et mai 1968 », contribution au colloque *Acteurs et terrains du mouvement social de mai 1968*, 24-25 novembre 1988, p. 11.
 (31) Sidney Tarrow, *Struggle, Politics and Reform : Collective Action, Social Movements, and Cycles of Protest*, Cambridge University Press, 1991, p. 92.
 (32) Cité in Tournoux, *Le Mois de mai du général*, p. 318.
 (33) Jean Lecouture, *De Gaulle : The Ruler, 1945-1970* (voir *De Gaulle*, 3 volumes, Seuil, 1984, 1985 et 1986), traduction de Alan Sheridan, 1992, p. 561.
 (34) De Gaulle cité in Jean Touchard, *Le Gaullisme*, 1940-1969, Seuil, 1978, p. 286-287.
 (35) Baucard et Bruzek, *Syndicalisme*, p. 134.

.....

Trimards Claire Auzias ACL

Fondé sur les souvenirs de l'auteur, des entretiens avec une dizaine de témoins, et les archives départementales du Rhône, notamment les notes de la police (renseignements généraux), ce livre privilégie les acteurs du « mouvement du 22 mars de Lyon », un mouvement bien spécifique, qui « ne distribuait pas de cartes d'adhérents », antiléniniste, anti-PSU, chrétiens de gauche, syndicalistes. Et donne toute leur place aux trimards, éléments divers tels que mineurs en fugue, ouvriers précaires, blousons noirs... que les étudiants

vriers, les « universités populaires » finirent l'été – selon la police – « avec des résultats décourageants » (29) pour les étudiants. Le radicalisme de l'UNEF et son refus de participer aux projets réformistes ne s'est pas traduit par un afflux de nouveaux membres (30). En fait, de 50 000 avant 1968, le nombre d'adhérents à l'UNEF chuta à 30 000 en 1970. Cette chute fournit un exemple supplémentaire de la désintégration des espoirs radicaux des années 1960.

Les cycles de protestations et de répressions sont, assez paradoxalement, souvent accompagnés de tentatives de réformes (31). Le licenciement de Pompidou par de Gaulle en juillet 1968 a montré que leur victoire électorale n'avait pas résolu leurs divergences. Le général continuait à croire que la décision du premier ministre de céder aux étudiants avec la réouverture de la Sorbonne et la libération des accusés avait contribué à répandre la « contagion » aux ouvriers dont les revendications avaient poussé l'économie française « aux limites » (32). Après juin, cependant, le président était plus ouvert aux réformes que son ex-premier ministre, plus proche des conservateurs versailles* de son propre parti. Le général refusait d'abandonner son rêve social-catholique de participation entre travail et capital (33). Au plus fort de la crise, il semble que de Gaulle ait dit à ses ministres : « Les réformes, oui, le désordre, non. » La mise en place de la participation – « la plus grande réforme du siècle en France » – devait répondre aux « causes profondes » de la crise de Mai (34). Tout de suite après les élections, de Gaulle nomma au ministère de la Justice le gaulliste de gauche* René Capitant, critique du libéralisme et de Pompidou. En mai, avant le vote de la motion de censure, Capitant avait démissionné de son poste de député pour protester contre la politique de Pompidou. Le 17 juin, le nouveau ministre de la Justice déclarait à la radio que si l'Assemblée nationale ne votait pas la participation* de de Gaulle, le général porterait l'affaire directement devant le peuple sous forme d'un référendum. Capitant évoquait un avenir radieux où les travailleurs seraient actionnaires et coopéreraient avec enthousiasme à la gestion des entreprises.

Les employeurs réagirent négativement au partage du pouvoir (35). Les patrons pensaient que toute ingérence dans les prérogatives de la direction et tout affaiblissement de la chaîne de commandement allaient ruiner l'économie.

« La participation est inséparable de l'efficacité qui doit reposer sur l'autorité de la direction (36). » Même au plus fort de la crise, le 28 mai, immédiatement après que les travailleurs eurent rejeté les accords de Grenelle, les Chambres de commerce condamnaient le projet de loi sur la participation. Selon leur porte-parole, l'autorité de l'encadrement devait être renforcée, non pas mise en question. Léon Gingenbre, de la CGPME, déclarait avec amertume que « le bouleversement structurel de M. Capitant ne pouvait que conduire à la ruine de l'économie » (37). Les syndicats eux-mêmes, quoique pour d'autres raisons, rejetaient la participation. La CGT craignait que le plan du gouvernement fasse que les travailleurs « collaboreront à leur propre exploitation » (38). La CFDT regrettait que le gouvernement et les employeurs ne fassent pas plus de concessions matérielles. La participation imposée dans les usines fut à l'origine d'un front syndical unitaire du refus. Dans le même temps, elle déclencha une guerre des réformateurs sur deux fronts, qu'ils ne pouvaient gagner, à la fois contre les syndicats et contre le patronat.

1969 marqua l'échec total de la participation. Le général voulait en faire le centre du référendum prévu pour avril de cette année-là et promettait de démissionner si les électeurs le rejetait. Mais l'opposition des employeurs et des gaullistes qui leur étaient favorables le décida à ne pas mettre son destin politique en jeu sur la popularité de la participation et il décida d'exclure la question du référendum. Tout comme les gauchistes* et d'autres à gauche, le chef de l'Etat de 78 ans avait parié irrationnellement sur un désir autogestionnaire*, qui ne séduisait que ceux – certains étudiants ou cadres* – qui aimaient ou s'identifiaient à leur travail. Le projet de la participation fut remplacé par un plan de réforme du Sénat et de décentralisation. Les deux propositions, regroupées dans le référendum, furent rejetées par un électoralat (52,4 % de non) qui s'intéressait peu à ces questions. Le général démissionna comme promis. Son remplaçant, Georges Pompidou, représentait une « forme plus conventionnelle de conservatisme » qui se manifestait dans son hostilité constante à la démocratie sur le lieu de travail (39).

Michael Seidman
 (traduit de l'anglais par J.-P. V.
 (à suivre))

(36) Cité in Christian Charrière, *Le Printemps des enrages*, Fayard, 1968, p. 411.
 (37) Cité in Guy Caire, « La situation sociale », *Droit social* (juillet-août 1968), p. 465.
 (38) CGT in *Le Peuple* n° 819 (1-15 avril 1969), cité in Howell, *Regulating Labor*, p. 78.
 (39) Daniel Singer, *Prelude to Revolution : France in May 1968*, Hill and Wang, 1970, p. 1X.

.....



vont bientôt rejeter ou ignorer, après être allés les chercher. Après les événements cruciaux du 24 mai, où Lyon connut une fièvre insurrectionnelle, et où mourut accidentellement un commissaire de police, plusieurs trouveront refuge dans la faculté des lettres occupée. Claire Auzias consacre d'indispensables pages à la répression, qui s'abat d'abord sur les trimards et voyous, et d'abord sur ces Raton et Munch qui seront envoyés aux Assises où ils seront acquittés du meurtre du commissaire Lacroix.

F. M.